

# MATIÈRES PREMIÈRES, POSITIONS STRATÉGIQUES... **LE MALI, UNE GUERRE** **POUR LA LIBERTÉ?**

Depuis le 11 Janvier, l'armée française est en guerre au Mali. Comme pour l'Afghanistan, la Libye, ou tant d'autres opérations, cette intervention militaire est à nouveau présentée comme une « guerre pour la paix et la liberté », contre le terrorisme et le fondamentalisme religieux. Les grands médias dominants reprennent les mêmes arguments guerriers et manichéens : « bombarder c'était la seule solution pour maintenir la paix, penser autrement c'est être irresponsable » ! USA, OTAN, ONU et Union européenne félicitent François Hollande. Les responsables de la situation dans cette région sont les mêmes qui appellent aujourd'hui à la guerre pour « libérer » le Mali. Depuis la fin de la période coloniale, les pays occidentaux ont tracé des frontières ne correspondant pas à l'implantation des populations sur place. Par la dette et les taux de change notamment et en s'appuyant sur la collaboration de dirigeants corrompus, les pays dominants écrasent le développement de pays comme le Mali. Le gouvernement Traore et les putschistes de Sanogo, en faisant appel à la France, lui donnent la légitimité pour gérer les affaires maliennes en lieu et place des peuples du Mali. C'est pourquoi la France manœuvre, depuis les années Sarkozy, pour le pourrissement de la situation malienne et la préparation de cette intervention.

## **HALTE À L'HYPOCRISIE, HALTE À UNE GUERRE POUR LA LIBERTÉ... DE PILLER !**

La « défense de la souveraineté du Mali » face aux « terroristes » n'est qu'un masque pour tenter de cacher le véritable motif de l'intervention. Hollande poursuit la politique du pré carré de l'impérialisme français. Les enjeux sont évidents : la défense des intérêts financiers et diplomatiques dans une région potentiellement riche (or, uranium, hydrocarbures). Les commanditaires sont connus : il suffit d'observer l'envolée des actions d'Areva, Total, Bolloré et Dassault ! Les conséquences sont prévisibles : la guerre, la dette et la pauvreté là-bas ; des coupes budgétaires et des reculs sociaux pour répondre à la dépense militaire.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, la situation malienne est complexe et le gouvernement dispose d'une armée de moyens d'informations pour légitimer cette intervention. Faire entendre d'une autre voix sera difficile mais plus que jamais nécessaire. Notre solidarité est au côté des forces progressistes africaines et maliennes qui s'opposent à l'intervention française.

**EN FINIR AVEC LES GUERRES, EN FINIR AVEC L'IMPÉRIALISME** et pour se faire nous revendiquons une autre politique française vis-à-vis de l'Afrique et du Mali. Une politique qui se base sur le droit des peuples à disposer d'eux même. C'est pour quoi nous demandons le retrait immédiat des troupes françaises et leurs alliés, ainsi que le démantèlement des bases françaises en Afrique. Garantir la liberté des maliens, comme le gouvernement et l'armée le disent, cela devrait commencer par leur garantir la liberté de circuler ou de séjourner en France. C'est pourquoi nous nous opposons aux expulsions !

Nous vous proposons donc cette réunion publique « ciné/débat » pour comprendre les enjeux de cette intervention au Mali.

**Venez en débattre le samedi 15 juin à partir de 19h00 dans l'amphi Blanqui (derrière la mairie), avec entre autres la projection du documentaire « Terre Verte » réalisé par Boubakar Gakou et les interventions d'un travailleur malien et d'un membre de l'association Survie.**

Initiative organisée par :

